

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2018/12642]

31 MAI 2018. — Décret portant dispositions diverses en matière d'amélioration de l'encadrement de l'enseignement maternel

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Le présent décret s'applique aux puériculteurs et aux maîtres de psychomotricité des établissements d'enseignement maternel ordinaire organisés et subventionnés par la Communauté française.

Art. 2. Au sens du présent décret, on entend par :

1° maîtres de psychomotricité ACS/APE : les maîtres de psychomotricité visés par les conventions prises en vertu de l'article 3^{ter}, § 2, alinéa 2, 2°, du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, tel qu'il était en vigueur avant son abrogation par l'article 5, 2°, du présent décret ;

2° dépêche d'attribution : le document formalisant auprès du pouvoir organisateur l'attribution d'un poste de maître de psychomotricité, sur base de la répartition établie en vertu de l'article 3^{ter}, § 3, alinéa 2, 2°, du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, tel qu'il était en vigueur avant son abrogation par l'article 5, 3°, du présent décret ;

3° pouvoir organisateur porteur de la dépêche d'attribution : le pouvoir organisateur qui gère le dossier administratif du membre du personnel et qui procède à son engagement. Lorsque la dépêche d'attribution attribue un poste à plusieurs pouvoirs organisateurs, un seul d'entre eux est porteur de la dépêche ;

4° emplois partagés : un poste est partagé lorsque le membre du personnel preste sa charge au sein de plusieurs implantations et/ou établissements scolaires ;

5° l'arrêté royal du 22 mars 1969 : l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'État, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements ;

6° l'arrêté royal du 22 juillet 1969 : l'arrêté royal du 22 juillet 1969 fixant les règles d'après lesquelles sont classés les candidats à une désignation à titre temporaire dans l'enseignement de l'État ;

7° le décret du 1^{er} février 1993 : le décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement libre subventionné ;

8° le décret du 6 juin 1994 : le décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné ;

9° le décret du 13 juillet 1998 : le décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement ;

10° le décret du 12 mai 2004 : le décret du 12 mai 2004 relatif à la définition de la pénurie et à certaines Commissions dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française ;

11° le décret du 2 juin 2006 : le décret du 2 juin 2006 relatif au cadre organique et au statut des puériculteurs des établissements d'enseignement maternel ordinaire organisés et subventionnés par la Communauté.

Art. 3. L'emploi dans le présent décret des noms masculins pour les différents titres et fonctions est épicène en vue d'assurer la lisibilité du texte notwithstanding les dispositions du décret du 21 juin 1993 relatif à la féminisation des noms de métier, fonction, grade ou titre.

CHAPITRE II. — *De l'amélioration du statut des maîtres de psychomotricité*

Section I^{re}. — Dispositions modificatives

Sous-section I^{re}. — Disposition modifiant l'arrêté royal du 22 mars 1969

Art. 4. A l'article 14^{quater} de l'arrêté royal du 22 mars 1969, le paragraphe 1^{er}*bis* est abrogé.

Sous-section II. — Dispositions modifiant le décret du 13 juillet 1998

Art. 5. L'article 3^{ter} du décret du 13 juillet 1998 est modifié comme suit :

1° le paragraphe 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. L'organisation des activités de psychomotricité prévues à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, est obligatoire pour les implantations organisant un enseignement maternel. Un encadrement spécifique est octroyé à cet effet, à raison de 2 périodes organiques de psychomotricité par emploi entier d'instituteur maternel, calculé conformément à l'article 41, § 1^{er}, et octroyé aux dates prévues aux articles 42 à 44^{ter}. » ;

2° les 1°, 1°*bis* et 2° du paragraphe 2 sont abrogés ;

3° le paragraphe 3 est abrogé ;

4° le paragraphe 3*bis* est abrogé.

Art. 6. L'article 98bis du décret du 13 juillet 1998 est abrogé.

Sous-section III. — Dispositions modifiant le décret du 12 mai 2004

Art. 7. A l'article 6 du décret du 12 mai 2004, le point 3 de l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 8. A l'article 10 du décret du 12 mai 2004, le point 3 de l'alinéa 4 est abrogé.

Section II. — De l'attribution des postes dans l'enseignement organisé par la Communauté française pour l'année scolaire 2018-2019

Sous-section I^{re}. — Membres du personnel bénéficiaires

Art. 9. Les dispositions de la présente section s'appliquent :

1° aux membres du personnel recrutés en qualité de maîtres de psychomotricité ACS/APE dans l'enseignement organisé par la Communauté française et qui se portent candidats pour l'année scolaire 2018-2019, selon les modalités prescrites aux articles 11, § 1^{er}, et 13, § 1^{er}, à un emploi dans la fonction de maître de psychomotricité auprès de ce même pouvoir organisateur ;

2° aux membres du personnel désignés en qualité de maîtres de psychomotricité à titre temporaire en vertu des articles 18 et 20 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 qui se portent candidats pour l'année scolaire 2018-2019, selon les modalités prescrites aux articles 11, § 1^{er}, et 13, § 1^{er}, à un emploi dans la fonction de maître de psychomotricité auprès de ce même pouvoir organisateur ;

3° aux membres du personnel désignés en qualité de maîtres de psychomotricité à titre temporaire prioritaire en vertu de l'article 31 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 ou repris dans le classement des temporaires prioritaires dans cette fonction qui se portent candidats pour l'année scolaire 2018-2019, selon les modalités prescrites aux articles 11, § 1^{er}, et 13, § 1^{er}, à un emploi dans la fonction de maître de psychomotricité auprès de ce même pouvoir organisateur ;

4° aux membres du personnel nommés à temps partiel en qualité de maîtres de psychomotricité en vertu de l'article 45 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 qui se portent candidats pour l'année scolaire 2018-2019, selon les modalités prescrites aux articles 11, § 1^{er}, et 13, § 1^{er}, à un emploi dans la fonction de maître de psychomotricité auprès de ce même pouvoir organisateur.

Sous-section II. — Calcul particulier de l'ancienneté des maîtres de psychomotricité

Art. 10. Pour la mise en œuvre des sous-sections 3, 4 et 5, et avec effet pour la suite de leur carrière, l'ancienneté des maîtres de psychomotricité ACS/APE est calculée sans qu'il ne soit appliqué sur les 1200 premiers jours de services rendus le coefficient réducteur de 0,3 tel que visé à l'article 39, alinéa 1^{er}, f), de l'arrêté royal du 22 mars 1969.

Par dérogation à l'article 40 de l'arrêté royal du 22 mars 1969, les services rendus par les maîtres de psychomotricité ACS/APE dans l'enseignement organisé par la Communauté française, sont pris en compte pour établir le calcul des jours visés à l'article 30, alinéa 2, du même arrêté.

Sous-section III. — De la désignation à titre de temporaire dans les emplois octroyés en vertu de la section 1^{re}

Art. 11. § 1^{er}. Pour toute désignation à titre temporaire dans un emploi octroyé en vertu du nouvel article 3ter du décret du 13 juillet 1998, tel que modifié par l'article 5, les membres du personnel visés à l'article 9 doivent :

1° se porter candidat par envoi recommandé pour le 30 juin 2018 à l'appel spécifique lancé au cours du mois de juin 2018, sous peine de forclusion ;

2° répondre aux conditions de désignations telles qu'énumérées aux articles 18, 19 et 20 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 ;

3° ne pas avoir fait l'objet d'un rapport défavorable au plus tard le 30 juin 2018.

Si le membre du personnel estime que le rapport défavorable visé à l'alinéa 1^{er}, 3°, n'est pas justifié, il vise en conséquence ledit rapport et le transmet par la voie hiérarchique dans les 20 jours accompagné d'une réclamation au Président de la Chambre de recours. Le délai de vingt jours ne court pas pendant les périodes de congés scolaires. La Chambre de recours donne son avis au ministre dans un délai maximum d'un mois à la date de réception. Le ministre prend sa décision dans un délai d'un mois à partir de la réception de l'avis.

§ 2. Par dérogation aux règles statutaires fixées par l'arrêté royal du 22 mars 1969, les emplois octroyés à titre temporaire, au 1^{er} septembre 2018, en vertu du nouvel article 3ter du décret du 13 juillet 1998, tel que modifié par l'article 5, sont dévolus en priorité, pour l'année scolaire 2018-2019 :

1° parmi les membres du personnel visés à l'article 9 ;

2° à concurrence de la charge la plus élevée que ces membres du personnel ont occupé dans la fonction de maître de psychomotricité sur une période continue de minimum six mois au cours des années scolaires 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 ;

3° dans le respect de l'ordre de dévolution des emplois établi par les articles 18 et 20 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 et les articles 2 et 3 de l'arrêté royal du 22 juillet 1969.

Les emplois restant à pourvoir, après application de l'alinéa 1^{er}, sont attribués au-delà de la charge visée à l'alinéa 1^{er}, 2°, aux membres du personnel visés à l'article 9.

Les emplois restant à pourvoir, après application des alinéas 1^{er} et 2, sont attribués sur base des règles statutaires fixées par les articles 18 et 20 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 et les articles 2 et 3 de l'arrêté royal du 22 juillet 1969.

Art. 12. Les membres du personnel visés à l'article 9, 1°, sont classés conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 22 juillet 1969, à l'exception de l'article 2 quater du même arrêté qui n'est pas d'application pour établir ledit classement.

Dans les groupes visés à l'article 2 de l'arrêté royal du 22 juillet 1969, les candidats sont classés selon le nombre de candidatures introduites dans le respect des conditions prescrites par les articles 18 et 20 de l'arrêté royal du 22 mars 1969.

Les membres du personnel visés à l'article 9, 1°, sont insérés dans le classement des temporaires en leur attribuant une candidature par année d'ancienneté de service, calculée à la date fixée par l'appel aux candidats à un emploi octroyé en vertu du nouvel article 3ter du décret du 13 juillet 1998, tel que modifié par l'article 5, et conformément à l'article 3sexies de l'arrêté royal du 18 janvier 1974 pris en application de l'article 164 de l'arrêté royal du 22 mars 1969.

Sous-section IV. — De la désignation à titre de temporaire prioritaire dans les emplois octroyés en vertu de la section 1^{re}

Art. 13. § 1^{er}. Pour toute désignation à titre temporaire prioritaire dans un emploi octroyé en vertu du nouvel article 3^{ter} du décret du 13 juillet 1998, tel que modifié par l'article 5, les membres du personnel visés à l'article 9 doivent :

- 1° se porter candidat par envoi recommandé pour le 30 juin 2018 à l'appel spécifique lancé au cours du mois de juin 2018, sous peine de forclusion ;
- 2° répondre aux conditions de désignations telles qu'énumérées à l'article 31 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 ;
- 3° ne pas avoir fait l'objet d'un rapport défavorable au plus tard le 30 juin 2018.

Si le membre du personnel estime que le rapport défavorable visé à l'alinéa 1^{er}, 3°, n'est pas justifié, il vise en conséquence ledit rapport et le transmet par la voie hiérarchique dans les 20 jours accompagné d'une réclamation au Président de la Chambre de recours. Le délai de vingt jours ne court pas pendant les périodes de congés scolaires. La Chambre de recours donne son avis au ministre dans un délai maximum d'un mois à la date de réception. Le ministre prend sa décision dans un délai d'un mois à partir de la réception de l'avis.

§ 2. Par dérogation aux règles statutaires fixées par l'arrêté royal du 22 mars 1969, les emplois octroyés à titre temporaire prioritaire, au 1^{er} septembre 2018, en vertu du nouvel article 3^{ter} du décret du 13 juillet 1998, tel que modifié par l'article 5, sont dévolus en priorité, pour l'année scolaire 2018-2019 :

- 1° parmi les membres du personnel visés à l'article 9 ;
- 2° à concurrence de la charge la plus élevée que ces membres du personnel ont occupé dans la fonction de maître de psychomotricité sur une période continue de minimum six mois au cours des années scolaires 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 ;
- 3° dans le respect de l'ordre de dévolution des emplois établi par les articles 18 et 20 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 et les articles 2 et 3 de l'arrêté royal du 22 juillet 1969.

Les emplois restant à pourvoir, après application de l'alinéa 1^{er}, sont attribués au-delà de la charge visée à l'alinéa 1^{er}, 2°, aux membres du personnel visés à l'article 9.

Les emplois restant à pourvoir, après application des alinéas 1^{er} et 2, sont attribués sur base des règles statutaires fixées par les articles 18 et 20 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 et les articles 2 et 3 de l'arrêté royal du 22 juillet 1969.

Sous-section V. — De la nomination à titre définitif dans les emplois octroyés en vertu de la section 1^{re}

Art. 14. Il est procédé à la nomination à titre définitif au 1^{er} janvier 2019 des membres du personnel désignés temporaires prioritaires, conformément à la sous-section 4, dans le respect du prescrit de l'article 45 de l'arrêté royal du 22 mars 1969.

Section III. — De l'attribution des postes dans l'enseignement officiel subventionné par la Communauté française pour l'année scolaire 2018-2019

Sous-section I^{re}. — Membres du personnel bénéficiaires

Art. 15. Les dispositions de la présente section s'appliquent :

1° aux membres du personnel recrutés en qualité de maîtres de psychomotricité ACS/APE dans l'enseignement officiel subventionné par la Communauté française et qui se portent candidats pour l'année scolaire 2018-2019, selon les modalités prescrites aux articles 17 et 20, § 1^{er}, à un emploi dans la fonction de maître de psychomotricité auprès du(des) pouvoir(s) organisateur(s) au sein du(des)quel(s) ils ont exercé leurs fonctions au cours des cinq dernières années scolaires ;

2° aux membres du personnel désignés en qualité de maîtres de psychomotricité à titre temporaire en vertu du décret du 6 juin 1994 qui se portent candidats pour l'année scolaire 2018-2019, selon les modalités prescrites aux articles 17 et 20, § 1^{er}, à un emploi dans la fonction de maître de psychomotricité auprès du(des) pouvoir(s) organisateur(s) au sein du(des)quel(s) ils ont exercé leurs fonctions ;

3° aux maîtres de psychomotricité revêtant la qualité de membres du personnel temporaires prioritaires, au sens de l'article 24, § 1^{er}, du décret du 6 juin 1994, qui se portent candidats pour l'année scolaire 2018-2019, selon les modalités prescrites aux articles 17 et 20, § 1^{er}, à un emploi dans la fonction de maître de psychomotricité auprès du(des) pouvoir(s) organisateur(s) au sein du(des)quel(s) ils ont exercé leurs fonctions ;

4° aux membres du personnel nommés en qualité de maîtres de psychomotricité pour une charge incomplète dans cette fonction en vertu du décret du 6 juin 1994 qui se portent candidats pour l'année scolaire 2018-2019, selon les modalités prescrites aux articles 17 et 20, § 1^{er}, à un emploi dans la fonction de maître de psychomotricité auprès du(des) pouvoir(s) organisateur(s) au sein du(des)quel(s) ils ont exercé leurs fonctions.

Sous-section II. — Calcul particulier de l'ancienneté des maîtres de psychomotricité ACS/APE

Art. 16. § 1^{er}. Pour la mise en œuvre des sous-sections 3 et 4, et avec effet pour la suite de leur carrière, l'ancienneté des maîtres de psychomotricité ACS/APE est calculée conformément aux modalités fixées aux articles 24, § 1^{er}, et 34, § 2, du décret du 6 juin 1994, à l'exception de l'application du coefficient réducteur de 0,3 visé à l'article 34, § 2, alinéa 2, du décret du 6 juin 1994.

§ 2. À la demande écrite du membre du personnel jointe à l'acte de candidature tel que visé à l'article 17, 1°, les services accomplis en qualité de maître de psychomotricité ACS/APE durant chaque année scolaire au cours de laquelle il a exercé ses fonctions au sein de plusieurs pouvoirs organisateurs dans le cadre d'un emploi partagé sont valorisables au sein de chacun des pouvoirs organisateurs concernés, pour le volume de périodes les concernant respectivement dans la dépêche d'attribution.

Le membre du personnel devra à cette fin fournir les documents administratifs délivrés par le(les) pouvoir(s) organisateur(s) attestant de son service au sein du(des) pouvoir(s) organisateur(s) concerné(s), pour chaque année scolaire concernée.

Sous-section III. — De la désignation à titre temporaire dans les emplois octroyés en vertu de la section 1^{ère}

Art. 17. Pour toute désignation à titre temporaire dans un emploi octroyé en vertu du nouvel article 3^{ter} du décret du 13 juillet 1998, tel que modifié par l'article 5, les membres du personnel visés à l'article 15 doivent :

- 1° introduire, sous peine de forclusion, leur candidature par envoi recommandé auprès du pouvoir organisateur pour le 30 juin 2018 au plus tard ;

2° répondre à la même date aux conditions visées à l'article 20, § 1^{er}, du décret du 6 juin 1994.

Art. 18. § 1^{er}. Par dérogation aux règles statutaires fixées par le décret du 6 juin 1994, les emplois octroyés en vertu du nouvel article 3^{ter} du décret du 13 juillet 1998, tel que modifié par l'article 5, sont dévolus en priorité, pour l'année scolaire 2018-2019, aux candidats prioritaires au sens de l'article 24, § 1^{er}, du décret du 6 juin 1994 :

1° parmi les membres du personnel visés à l'article 15 ;

2° à concurrence de la charge la plus élevée que ces membres du personnel ont occupé dans la fonction de maître de psychomotricité sur une période continue de minimum six mois au cours des années scolaires 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 ;

3° dans le respect de l'ordre de dévolution des emplois établi par l'article 24 du décret du 6 juin 1994.

§ 2. Les emplois restant à pourvoir, après application du paragraphe 1^{er}, sont attribués au-delà de la charge visée au paragraphe 1^{er}, 2°, aux candidats prioritaires parmi les membres du personnel visés à l'article 15 dans le respect de l'ordre de dévolution des emplois établi par l'article 24 du décret du 6 juin 1994.

§ 3. Après épuisement de la liste des candidats prioritaires conformément aux paragraphes 1^{er} et 2, les emplois restant à pourvoir sont attribués sur base des règles statutaires fixées par les articles 20 à 27^{bis} du décret du 6 juin 1994.

§ 4. Pour l'application des paragraphes 1^{er} et 2, les candidats qui remplissent les conditions de l'article 24 du décret du 6 juin 1994, à l'exception de son § 6, sont réputés figurer au classement des temporaires prioritaires visé à l'article 24, § 1^{er}, du décret du 6 juin 1994 et avoir introduit leur candidature avant le 31 mai par envoi recommandé en vue de faire usage de leur droit de priorité.

Sous-section IV. — De la nomination dans les emplois octroyés en vertu de la section 1^{re}

Art. 19. Par dérogation à l'article 31 du décret du 6 juin 1994, les emplois octroyés au 1^{er} septembre 2018 en vertu du nouvel article 3^{ter} du décret du 13 juillet 1998, tel que modifié par l'article 5, font l'objet d'un appel spécifique à la nomination définitive durant le mois de juin 2018.

L'appel lancé par le pouvoir organisateur indique la fonction à conférer, le volume des prestations des emplois offerts, les conditions requises dans le chef des candidats ainsi que la forme et le délai dans lesquels les candidatures doivent être introduites. Cet appel est communiqué à tous les membres du personnel du pouvoir organisateur visés à l'article 15 et aux autres membres de son personnel qui figurent au classement des temporaires prioritaires pour la fonction de maître de psychomotricité.

Sont conférés à titre définitif les emplois visés à l'alinéa 1^{er} qui demeurent vacants au 1^{er} octobre 2018 dans l'ensemble des établissements d'un même pouvoir organisateur situés sur le territoire de la même commune, à concurrence du nombre maximum d'emplois qui ont fait l'objet d'un appel aux candidats à la nomination au mois de juin 2018.

Sans préjudice des dispositions prévues aux articles 28 et 32 du décret du 6 juin 1994, le pouvoir organisateur procède à la nomination à titre définitif dans un emploi vacant de la fonction de maître de psychomotricité au plus tard lors de la seconde réunion du pouvoir organisateur qui suit la réception de la dépêche ministérielle fixant le nombre d'emplois subventionnés pour l'année scolaire en cours.

Les nominations définitives opèrent leurs effets au plus tard le 1^{er} avril 2019.

Art. 20. § 1^{er}. Pour toute nomination à titre définitif, au sens de l'article 30 du décret du 6 juin 1994, dans un emploi octroyé en vertu du nouvel article 3^{ter} du décret du 13 juillet 1998, tel que modifié par l'article 5, les membres du personnel visés à l'article 15, qui ont introduit leur candidature en vue d'une désignation temporaire conformément à l'article 17, doivent, en outre, introduire une candidature pour le 30 juin 2018 au plus tard dans la forme fixée par l'appel aux candidats visé à l'article 19.

§ 2. Pour introduire valablement leur candidature au sens du paragraphe 1^{er} les membres du personnel visés à l'article 15 doivent répondre au 30 juin 2018 aux conditions de nomination fixées à l'article 30, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du décret du 6 juin 1994.

Art. 21. § 1^{er}. Par dérogation aux règles statutaires fixées par le décret du 6 juin 1994, le pouvoir organisateur nomme prioritairement à titre définitif, pour l'année scolaire 2018-2019, les membres du personnel qui répondent aux conditions visées à l'article 20 :

1° à concurrence de la charge la plus élevée que ces membres du personnel ont occupé dans la fonction de maître de psychomotricité sur une période continue de minimum six mois au cours des années scolaires 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 ;

2° en respectant l'ordre des candidats établi par l'article 31, alinéa 10, du décret du 6 juin 1994.

§ 2. Après application du paragraphe 1^{er}, le pouvoir organisateur procède à la nomination à titre définitif des membres du personnel visés à l'article 15 au-delà de la charge visée au paragraphe 1^{er}, 1° en respectant l'ordre des candidats établi par l'article 31, alinéa 10, du décret du 6 juin 1994.

§ 3. Après application des paragraphes 1^{er} et 2, le pouvoir organisateur procède à la nomination à titre définitif dans les emplois restants sur base des règles statutaires fixées par les articles 28 à 35 du décret du 6 juin 1994.

Section IV. — De l'attribution des postes dans l'enseignement libre subventionné par la Communauté française pour l'année scolaire 2018-2019

Sous-section I^{re}. — Membres du personnel bénéficiaires

Art. 22. Les dispositions du présent chapitre s'appliquent :

1° aux membres du personnel recrutés en qualité de maîtres de psychomotricité ACS/APE dans l'enseignement libre subventionné par la Communauté française et qui se portent candidats pour l'année scolaire 2018-2019, selon les modalités prescrites aux articles 24 et 27, § 1^{er}, à un emploi dans la fonction de maître de psychomotricité auprès du(des) pouvoir(s) organisateur(s) au sein du(des)quel(s) ils ont exercé leurs fonctions au cours des six dernières années scolaires ;

2° aux membres du personnel désignés en qualité de maîtres de psychomotricité à titre temporaire en vertu du décret du 1^{er} février 1993 qui se portent candidats pour l'année scolaire 2018-2019, selon les modalités prescrites aux articles 24 et 27, § 1^{er}, à un emploi dans la fonction de maître de psychomotricité auprès du(des) pouvoir(s) organisateur(s) au sein du(des)quel(s) ils ont exercé leurs fonctions ;

3° aux maîtres de psychomotricité revêtant la qualité de membres du personnel temporaires prioritaires, au sens du décret du 1^{er} février 1993, qui se portent candidats pour l'année scolaire 2018-2019, selon les modalités prescrites aux articles 24 et 27, § 1^{er}, à un emploi dans la fonction de maître de psychomotricité auprès du(des) pouvoir(s) organisateur(s) au sein du(des)quel(s) ils ont exercé leurs fonctions ;

4° aux maîtres de psychomotricité engagés à titre définitif en qualité de maître de psychomotricité pour une charge incomplète dans cette fonction en vertu du décret du 1^{er} février 1993 qui se portent candidats pour l'année scolaire 2018-2019, selon les modalités prescrites aux articles 24 et 27, § 1^{er}, à un emploi dans la fonction de maître de psychomotricité auprès du(des) pouvoir(s) organisateur(s) au sein du(des)quel(s) ils ont exercé leurs fonctions.

Sous-section II. — Calcul particulier de l'ancienneté des maîtres de psychomotricité ACS/APE

Art. 23. § 1^{er}. Pour la mise en œuvre des sous-sections 3 et 4, et avec effet pour la suite de leur carrière, l'ancienneté des maîtres de psychomotricité ACS/APE est calculée conformément aux modalités fixées à l'article 29bis, § 4, du décret du 1^{er} février 1993, à l'exception de l'application du coefficient réducteur de 0,3 visé à l'article 29bis, § 4, alinéa 2, du décret du 1^{er} février 1993, et en appliquant un coefficient multiplicateur de 1,2 sur les 1200 premiers jours de services rendus.

§ 2. À la demande écrite du membre du personnel jointe à l'acte de candidature tel que visé à l'article 24, 1°, les services accomplis en qualité de maître de psychomotricité ACS/APE durant chaque année scolaire au cours de laquelle il a exercé ses fonctions au sein de plusieurs pouvoirs organisateurs dans le cadre d'un emploi partagé sont valorisables au sein de chacun des pouvoirs organisateurs concernés, pour le volume de périodes les concernant respectivement dans la dépêche d'attribution.

Le membre du personnel devra à cette fin fournir les documents administratifs délivrés par le(les) pouvoir(s) organisateur(s) attestant de son service au sein du(des) pouvoir(s) organisateur(s) concerné(s), pour chaque année scolaire concernée.

Sous-section III. — De l'engagement à titre temporaire dans les emplois octroyés en vertu de la section 1^{re}

Art. 24. Pour toute désignation à titre temporaire dans un emploi octroyé en vertu du nouvel article 3ter du décret du 13 juillet 1998, tel que modifié par l'article 5, les membres du personnel visés à l'article 22 doivent :

1° introduire, sous peine de forclusion, leur candidature par envoi recommandé auprès du pouvoir organisateur pour le 30 juin 2018 au plus tard ;

2° répondre à la même date aux conditions visées à l'article 30, § 1^{er}, du décret du 1^{er} février 1993.

Art. 25. § 1^{er}. Par dérogation aux règles statutaires fixées par le décret du 1^{er} février 1993, les emplois octroyés en vertu du nouvel article 3ter du décret du 13 juillet 1998, tel que modifié par l'article 5, sont dévolus en priorité, pour l'année scolaire 2018-2019, aux candidats prioritaires au sens de l'article 34bis, § 1^{er}, du décret du 1^{er} février 1993 :

1° parmi les membres du personnel visés à l'article 22 ;

2° à concurrence de la charge la plus élevée que ces membres du personnel ont occupé dans la fonction de maître de psychomotricité sur une période continue de minimum six mois au cours des années scolaires 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 ;

3° dans le respect de l'ordre de dévolution des emplois établi par l'article 29quater du décret du 1^{er} février 1993.

§ 2. Les emplois restant à pourvoir, après application du paragraphe 1^{er}, sont attribués au-delà de la charge visée au paragraphe 1^{er}, 2°, aux candidats prioritaires parmi les membres du personnel visés à l'article 22 dans le respect de l'ordre de dévolution des emplois établi par l'article 29quater du décret du 1^{er} février 1993.

§ 3. Après épuisement de la liste des candidats prioritaires conformément aux paragraphes 1^{er} et 2, les emplois restant à pourvoir sont attribués sur base des règles statutaires fixées par les articles 30 à 34sexies du décret du 1^{er} février 1993.

§ 4. Pour l'application des paragraphes 1^{er} et 2 :

1° il est fait dérogation à la condition énoncée à l'article 34, § 1^{er}, du décret du 1^{er} février 1993, selon laquelle, pour figurer au classement, le membre du personnel définitif à temps partiel doit le demander par écrit au pouvoir organisateur avant le 15 avril. Les membres du personnel visés à l'article 22, qui ont acquis auprès de leur pouvoir organisateur une ancienneté telle qu'ils se classeraient dans le groupe 1 ou 2 visé à l'article 34, § 1^{er}, alinéa 2, du décret du 1^{er} février 1993 sont réputés être classés dans le groupe d'ancienneté auquel leur jours d'ancienneté leur donne accès ;

2° il est fait dérogation à la condition énoncée à l'article 34bis, § 1^{er}, du décret du 1^{er} février 1993, selon laquelle le membre du personnel qui souhaite bénéficier d'une priorité à l'engagement temporaire doit introduire sa candidature par lettre recommandée auprès de son pouvoir organisateur pour le 15 mai. Les membres du personnel visés à l'article 22, qui ont acquis auprès de leur pouvoir organisateur une ancienneté telle qu'ils sont réputés être classés dans le groupe 1 ou 2, conformément au 1°, sont, en outre, réputés avoir introduit leur candidature en vue de faire valoir leur priorité pour un engagement temporaire dans la fonction de maître de psychomotricité.

Sous-section IV. — De l'engagement à titre définitif dans les emplois créés en vertu de la section 1^{re}

Art. 26. Par dérogation à l'article 43 du décret du 1^{er} février 1993, les emplois octroyés au 1^{er} septembre 2018 en vertu du nouvel article 3ter du décret du 13 juillet 1998, tel que modifié par l'article 5, font l'objet d'un appel spécifique à l'engagement à titre définitif durant le mois de juin 2018.

L'appel lancé par le pouvoir organisateur indique la fonction à conférer, le volume des prestations des emplois offerts, les conditions requises dans le chef des candidats ainsi que la forme et le délai dans lesquels les candidatures doivent être introduites. Cet appel est communiqué à tous les membres du personnel du pouvoir organisateur visés à l'article 22 et à tous les membres du personnel qui sont au service du pouvoir organisateur qu'ils soient temporaires ou définitifs, pour autant, dans ce dernier cas, qu'ils n'occupent qu'une charge partielle auprès d'un ou de plusieurs pouvoirs organisateurs.

Sont conférés à titre définitif les emplois visés à l'alinéa 1^{er} qui demeurent vacants au 1^{er} octobre 2018 dans l'ensemble des établissements d'un même pouvoir organisateur, à concurrence du nombre maximum d'emplois qui ont fait l'objet d'un appel aux candidats à l'engagement à titre définitif au mois de juin 2018.

Sans préjudice des dispositions prévues aux articles 29quinquies et 44 du décret du 1^{er} février 1993, le pouvoir organisateur procède à l'engagement à titre définitif dans un emploi vacant de la fonction de maître de psychomotricité le 1^{er} octobre 2018.

Art. 27. § 1^{er}. Pour tout engagement à titre définitif, au sens de l'article 42 du décret du 1^{er} février 1993, dans un emploi octroyé en vertu du nouvel article 3^{ter} du décret du 13 juillet 1998, tel que modifié par l'article 5, les membres du personnel visés à l'article 22, qui ont introduit leur candidature en vue d'un engagement à titre temporaire conformément à l'article 24 doivent, en outre, introduire une candidature pour le 30 juin 2018 au plus tard dans la forme fixée par l'appel aux candidats visé à l'article 26.

§ 2. Pour introduire valablement leur candidature au sens du § 1^{er}, les membres du personnel visés à l'article 22 doivent répondre au 30 avril 2018 aux conditions d'engagement à titre définitif fixées à l'article 42, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du décret du 1^{er} février 1993.

Par dérogation à l'article 42, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 12°, du décret du 1^{er} février 1993, le membre du personnel ne doit pas avoir fait l'objet d'un rapport défavorable définitif au plus tard le 30 juin 2018. Le candidat à un engagement à titre définitif est réputé satisfaire à cette condition aussi longtemps qu'un rapport défavorable n'est pas rédigé à son sujet par le pouvoir organisateur.

Si le membre du personnel estime que le contenu du rapport n'est pas fondé, il peut faire application des procédures de recours prévues à l'article 42, § 3, du décret du 1^{er} février 1993.

Art. 28. § 1^{er}. Par dérogation aux règles statutaires fixées par le décret du 1^{er} février 1993, le pouvoir organisateur engage prioritairement à titre définitif, pour l'année scolaire 2018-2019, les membres du personnel qui répondent aux conditions visées à l'article 27 :

1° à concurrence de la charge la plus élevée que ces membres du personnel ont occupé dans la fonction de maître de psychomotricité sur une période continue de minimum six mois au cours des années scolaires 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 ;

2° en respectant l'ordre des candidats établi par l'article 42^{bis} du décret du 1^{er} février 1993.

§ 2. Après application du paragraphe 1^{er}, le pouvoir organisateur procède à l'engagement à titre définitif des membres du personnel visés à l'article 22 au-delà de la charge visée au paragraphe 1^{er}, 1°, en respectant l'ordre des candidats établi par l'article 42^{bis} du décret du 1^{er} février 1993.

§ 3. Après application des paragraphes 1^{er} et 2, le pouvoir organisateur procède à l'engagement à titre définitif dans les emplois restants sur base des règles statutaires fixées par les articles 41 à 46 du décret du 1^{er} février 1993.

CHAPITRE III. — *De l'augmentation du cadre des puériculteurs*

Art. 29. L'article 5/1 du décret du 2 juin 2006 est complété par un troisième tiret rédigé comme suit :

« - 310 postes complémentaires pour l'année scolaire 2018-2019. ».

CHAPITRE IV. — *Disposition modificative*

Art. 30. Dans le décret du 2 juin 2006, à l'article 10, les mots « et suffisants » sont insérés entre les mots « Les titres requis » et les mots « pour la fonction ».

CHAPITRE V. — *Disposition finale*

Art. 31. Le présent décret entre en vigueur pour l'année scolaire 2018-2019, à l'exception de l'article 30 qui produit ses effets au 1^{er} septembre 2016.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 31 mai 2018.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,
A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,
R. MADRANE

La Ministre de l'Education,
M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. FLAHAUT

Le Ministre de l'Enseignement de promotion sociale, de la Jeunesse, des Droits des femmes
et de l'Egalité des Chances,
I. SIMONIS

—
Note

Session 2017-2018

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 626-1. – Rapport de commission, n° 626-2. – Texte adopté en séance plénière, n° 626-3.

Compte-rendu intégral. – Discussion et adoption. Séance du 30 mai 2018.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2018/12642]

31 MEI 2018. — Decreet houdende diverse bepalingen betreffende de verbetering van de omkadering van het kleuteronderwijs

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Dit decreet is van toepassing op de kinderverzorgers en op de meesters psychomotoriek van de inrichtingen voor gewoon kleuteronderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

Art. 2. In de zin van dit decreet, wordt verstaan onder:

1° meesters psychomotoriek (gesubsidieerde contractuelen)/(steun voor startbaan): de meesters psychomotoriek bedoeld bij de overeenkomsten genomen krachtens artikel 3ter, § 2, tweede lid, 2°, van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving, zoals geldig vóór de opheffing ervan bij artikel 5, 2°, van dit decreet;

2° toewijzingsdocument: het document waarbij de inrichtende macht de toewijzing formaliseert van een post van meester psychomotoriek, op basis van de verdeling uitgevoerd krachtens artikel 3ter, § 3, tweede lid, 2°, van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving, zoals geldig vóór de opheffing ervan bij artikel 5, 3°, van dit decreet;

3° inrichtende macht die beheerder is van het toewijzingsdocument: de inrichtende macht die het administratieve dossier van het personeelslid beheert en die zijn aanwerving organiseert. Wanneer het toewijzingsdocument een post toekent met meerdere inrichtende machten, is één enkele van hen beheerder van het document;

4° gedeelde betrekkingen: een post wordt gedeeld wanneer het personeelslid zijn opdracht uitvoert binnen meerdere vestigingen en/of schoolinrichtingen;

5° het koninklijk besluit van 22 maart 1969: het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch, kunstonderwijs en onderwijs voor sociale promotie van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen;

6° het koninklijk besluit van 22 juli 1969: het koninklijk besluit van 22 juli 1969 tot vaststelling van de regels voor de rangschikking van de kandidaten voor een tijdelijke aanstelling in het rijksonderwijs;

7° het decreet van 1 februari 1993: het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs;

8° het decreet van 6 juni 1994: het decreet van 6 juni 1994 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd officieel onderwijs;

9° het decreet van 13 juli 1998: het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving;

10° het decreet van 12 mei 2004: het decreet van 12 mei 2004 betreffende de vaststelling van de schaarste en bepaalde Commissies in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd en georganiseerd onderwijs;

11° het decreet van 2 juni 2006: het decreet van 2 juni 2006 betreffende de personeelsformatie en het statuut van de kinderverzorgers van de inrichtingen voor gewoon kleuteronderwijs die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd en gesubsidieerd.

Art. 3. Het gebruik in dit decreet van de mannelijke namen voor de verschillende titels en ambten is gemeenschaptig om voor de leesbaarheid te zorgen van de tekst niettegenstaande de bepalingen van het decreet van 21 juli 1993 betreffende de vervrouwelijking van de namen van beroep, ambt, graad of titel.

HOOFDSTUK II. — *Verbetering van het statuut van de meesters psychomotoriek**Afdeling I. — Wijzigingsbepalingen*

Onderafdeling I. — Bepaling tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 maart 1969

Art. 4. In artikel 14^{quater} van het koninklijk besluit van 22 maart 1969, wordt paragraaf 1^{bis} opgeheven.

Onderafdeling II. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 13 juli 1998

Art. 5. Artikel 3ter van het decreet van 13 juli 1998 wordt gewijzigd als volgt:

1° paragraaf 1 wordt door de volgende bepaling vervangen:

“§ 1. De organisatie van de psychomotorische activiteiten bedoeld in artikel 3, § 1, lid 1, is verplicht voor de schoolvestigingen die kleuteronderwijs organiseren. Een specifieke omkadering wordt daartoe toegekend, naar rata van twee organieke lestijden psychomotoriek per volledige betrekking kleuteronderwijzer, berekend overeenkomstig artikel 41, § 1, en op de datums bepaald bij de artikelen 42 tot 44ter toegekend.”;

2° de paragrafen 1°, 1°^{bis} en 2° van paragraaf 2 worden opgeheven;

3° paragraaf 3 wordt opgeheven;

4° paragraaf 3^{bis} wordt opgeheven.

Art. 6. Artikel 98bis van het decreet van 13 juli 1998 wordt opgeheven.

Onderafdeling III. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 12 mei 2004

Art. 7. In artikel 6 van het decreet van 12 mei 2004, wordt punt 3 van het tweede lid opgeheven.

Art. 8. In artikel 10 van het decreet van 12 mei 2004 wordt punt 3 van het vierde lid opgeheven.

Afdeling II. — Toekenning van posten in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap voor het schooljaar 2018 – 2019

Onderafdeling I. — Personeelsleden die de bepalingen genieten

Art. 9. De bepalingen van deze afdeling zijn van toepassing op:

1° de personeelsleden aangeworven als meester psychomotoriek (gesubsidieerde contractuelen)/(steun voor startbaan) in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd onderwijs en die zich kandidaat stellen voor het schooljaar 2018 – 2019, volgens de nadere regels bepaald bij de artikelen 11, § 1, en 13, § 1, voor een betrekking in het ambt meester psychomotoriek bij deze zelfde inrichtende macht;

2° de personeelsleden tijdelijk aangewezen als meester psychomotoriek krachtens de artikelen 18 en 20 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 die zich kandidaat stellen voor het schooljaar 2018 – 2019 volgens de nadere regels bepaald bij de artikelen 11, § 1, en 13, § 1, voor een betrekking in het ambt meester psychomotoriek bij deze zelfde inrichtende macht;

3° de personeelsleden prioritair tijdelijk aangewezen als meester psychomotoriek krachtens artikel 31 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 of opgenomen in de rangschikking van prioritaire tijdelijke kandidaten die zich kandidaat stellen voor het schooljaar 2018 – 2019 volgens de nadere regels bepaald bij de artikelen 11, § 1, en 13, § 1, voor een betrekking in het ambt meester psychomotoriek bij deze zelfde inrichtende macht;

4° de personeelsleden gedeeltelijk benoemd als meester psychomotoriek krachtens artikel 45 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 die zich kandidaat stellen voor het schooljaar 2018 – 2019 volgens de nadere regels bepaald bij de artikelen 11, § 1, en 13, § 1, voor een betrekking in het ambt meester psychomotoriek bij deze zelfde inrichtende macht.

Onderafdeling II. — Bijzondere berekening van de anciënniteit van meesters psychomotoriek

Art. 10. Voor de toepassing van de onderafdelingen 3, 4 en 5, en met uitwerking voor het vervolg van hun loopbaan, wordt de anciënniteit van meesters psychomotoriek (gesubsidieerde contractuelen)/(steun voor startbaan) berekend zonder dat op de eerste 1200 gepresteerde dienstdagen de verminderende coëfficiënt 0,3 toegepast wordt zoals bedoeld bij artikel 39, eerste lid, f), van het koninklijk besluit van 22 maart 1969.

In afwijking van artikel 40 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969, worden de diensten gepresteerd door de meesters psychomotoriek (gesubsidieerde contractuelen)/(steun voor startbaan) in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd onderwijs in aanmerking genomen voor de berekening van de dagen bedoeld bij artikel 30, tweede lid, van hetzelfde besluit.

Onderafdeling III. — Tijdelijke aanstelling in de betrekkingen toegekend krachtens de eerste afdeling

Art. 11. § 1. Voor iedere tijdelijke aanstelling in een betrekking toegekend krachtens het nieuwe artikel 3ter van het decreet van 13 juli 1998, zoals gewijzigd bij artikel 5, moeten de personeelsleden bedoeld bij artikel 9:

1° zich bij aangetekend schrijven vóór 30 juni 2018 kandidaat stellen voor de specifieke oproep uitgeschreven tijdens de maand juni 2018, op straffe van verval;

2° aan de voorwaarden voor de verscheidene aanstellingen voldoen opgesomd bij de artikelen 18, 19 en 20 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969;

3° niet het voorwerp hebben uitgemaakt van een ongunstig verslag ten laatste tegen 30 juni 2018.

Indien het personeelslid acht dat het ongunstig verslag bedoeld bij het eerste lid, 3°, onverantwoord is, viseert hij dienovereenkomstig genoemd verslag en zendt het over langs de hiërarchische weg binnen de twintig dagen samen met een bezwaar aan de Voorzitter van de Raad van beroep. De termijn van twintig dagen loopt niet tijdens de periodes schoolverlof. De Raad van beroep brengt haar advies uit aan de minister binnen een maximumtermijn van één maand vanaf de ontvangst van het advies. De minister neemt zijn beslissing binnen een termijn van één maand vanaf de ontvangst van het advies.

§ 2. In afwijking van de statutaire regels bepaald bij het koninklijk besluit van 22 maart 1969 worden de betrekkingen die tijdelijk toegekend worden, op 1 september 2018, krachtens het nieuwe artikel 3ter van het decreet van 13 juli 1998, zoals gewijzigd bij artikel 5, bij voorrang toegekend, voor het schooljaar 2018 – 2019:

1° onder de personeelsleden bedoeld bij artikel 9;

2° ten belope van de hoogste opdracht die deze personeelsleden uitgeoefend hebben in het ambt meester psychomotoriek over een ononderbroken periode van minimum zes maanden tijdens de schooljaren 2015 – 2016, 2016 – 2017 en 2017 – 2018;

3° met inachtneming van de toekenningsorde van de betrekkingen in uitvoering van de artikelen 18 en 20 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 en de artikelen 2 en 3 van het koninklijk besluit van 22 juli 1969.

De nog toe te kennen betrekkingen, na toepassing van het eerste lid, worden toegekend boven de opdracht bedoeld bij het eerste lid, 2°, aan de personeelsleden bedoeld bij artikel 9.

De nog toe te kennen betrekkingen, na toepassing van het eerste lid en het tweede lid, worden toegekend op basis van de statutaire regels bepaald bij de artikelen 18 en 20 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 en de artikelen 2 en 3 van het koninklijk besluit van 22 juli 1969.

Art. 12. De personeelsleden bedoeld bij artikel 9, 1°, worden gerangschikt overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 22 juli 1969, met uitzondering van artikel 2quater van hetzelfde besluit dat niet van toepassing is voor het vaststellen van genoemde rangschikking.

In de groepen bedoeld bij artikel 2 van het koninklijk besluit van 22 juli 1969 worden de kandidaten gerangschikt volgens het aantal kandidaatstellingen die ingediend worden met inachtneming van de voorwaarden bepaald bij de artikelen 18 en 20 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969.

De namen van de personeelsleden bedoeld bij artikel 9, 1°, worden ingelast in de rangschikking van de tijdelijke personeelsleden door ze een kandidatuur per jaar dienstanciënniteit toe te kennen, berekend op de datum bepaald door de oproep tot de kandidaten voor een betrekking toegekend krachtens het nieuwe artikel 3ter van het decreet van 13 juli 1998, zoals gewijzigd bij artikel 5, en overeenkomstig artikel 3sexies van het koninklijk besluit van 18 januari 1974 genomen ter uitvoering van artikel 164 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969.

Onderafdeling IV. — Aanstelling als prioritaire tijdelijke in de betrekkingen toegekend krachtens afdeling 1

Art. 13. § 1. Voor iedere prioritaire tijdelijke aanstelling in een betrekking toegekend krachtens het nieuwe artikel 3ter van het decreet van 13 juli 1998, zoals gewijzigd bij artikel 5, moeten de personeelsleden bedoeld bij artikel 9:

1° zich bij aangetekend schrijven voor 30 juni 2018 kandidaat stellen voor de specifieke oproep uitgeschreven tijdens de maand juni 2018, op straffe van verval;

2° aan de voorwaarden voor de verscheidene aanstellingen voldoen opgesomd bij artikel 31 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969;

3° niet het voorwerp hebben uitgemaakt van een ongunstig verslag ten laatste tegen 30 juni 2018.

Indien het personeelslid acht dat het ongunstig verslag bedoeld bij het eerste lid, 3°, onverantwoord is, viseert hij dienovereenkomstig genoemd verslag en zendt het over langs de hiërarchische weg binnen de twintig dagen samen met een bezwaar aan de Voorzitter van de Raad van beroep. De termijn van twintig dagen loopt niet tijdens de periodes schoolverlof. De Raad van beroep brengt haar advies uit aan de minister binnen een maximumtermijn van één maand vanaf de ontvangst van het advies. De minister neemt zijn beslissing binnen een termijn van één maand vanaf de datum van de ontvangst van het advies.

§ 2. In afwijking van de statutaire regels bepaald bij het koninklijk besluit van 22 maart 1969 worden de betrekkingen die prioritair tijdelijk toegekend worden, op 1 september 2018, krachtens het nieuwe artikel 3ter van het decreet van 13 juli 1998, zoals gewijzigd bij artikel 5, bij voorrang toegekend, voor het schooljaar 2018 – 2019:

1° onder de personeelsleden bedoeld bij artikel 9;

2° ten belope van de hoogste opdracht die deze personeelsleden uitgeoefend hebben in het ambt meester psychomotoriek over een ononderbroken periode van minimum zes maanden tijdens de schooljaren 2015 – 2016, 2016 – 2017 en 2017 – 2018;

3° met inachtneming van de toekenningsorde van de betrekkingen in uitvoering van de artikelen 18 en 20 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 en de artikelen 2 en 3 van het koninklijk besluit van 22 juli 1969.

De nog toe te kennen betrekkingen, na toepassing van het eerste lid, worden toegekend boven de opdracht bedoeld bij het eerste lid, 2°, aan de personeelsleden bedoeld bij artikel 9.

De nog toe te kennen betrekkingen, na toepassing van het eerste lid en het tweede lid, worden toegekend op basis van de statutaire regels bepaald bij de artikelen 18 en 20 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 en de artikelen 2 en 3 van het koninklijk besluit van 22 juli 1969.

Onderafdeling V. — Benoeming in vast verband in de betrekkingen toegekend krachtens afdeling 1

Art. 14. Er wordt tot de benoeming in vast verband overgegaan op 1 januari 2019 van de prioritaire tijdelijke personeelsleden, overeenkomstig onderafdeling 4, met inachtneming van hetgeen in artikel 45 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 bepaald wordt.

Afdeling III. — Toekenning van de posten in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd officieel onderwijs voor het schooljaar 2018 – 2019

Onderafdeling I. — Personeelsleden die de bepalingen genieten

Art. 15. De bepalingen van deze afdeling zijn van toepassing op:

1° de personeelsleden aangeworven als meester psychomotoriek (gesubsidieerde contractuelen)/(steun voor startbaan) in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd officieel onderwijs en die zich kandidaat stellen voor het schooljaar 2018 – 2019, volgens de nadere regels bepaald bij de artikelen 17 en 20, § 1, voor een betrekking in het ambt meester psychomotoriek bij de inrichtende macht/meerdere inrichtende machten waar ze hun ambten hebben uitgeoefend tijdens de laatste vijf schooljaren;

2° de personeelsleden tijdelijk aangewezen als meester psychomotoriek krachtens het decreet van 6 juni 1994 die zich kandidaat stellen voor het schooljaar 2018 – 2019, volgens de nadere regels bepaald bij de artikelen 17 en 20, § 1, voor een betrekking in het ambt meester psychomotoriek bij de inrichtende macht/meerdere inrichtende machten waar ze hun ambten hebben uitgeoefend;

3° de personeelsleden die prioritair tijdelijk aangewezen zijn als meester psychomotoriek, in de zin van artikel 24, § 1, van het decreet van 6 juni 1994 die zich kandidaat stellen voor het schooljaar 2018 – 2019, volgens de nadere regels bepaald bij de artikelen 17 en 20, § 1, voor een betrekking in het ambt meester psychomotoriek bij de inrichtende macht/meerdere inrichtende machten waar ze hun ambten hebben uitgeoefend;

4° de personeelsleden benoemd als meester psychomotoriek voor een onvolledige opdracht in dat ambt krachtens het decreet van 6 juni 1994 die zich kandidaat stellen voor het schooljaar 2018 – 2019, volgens de nadere regels bepaald bij de artikelen 17 en 20, § 1, voor een betrekking in het ambt meester psychomotoriek bij de inrichtende macht/meerdere inrichtende machten waar ze hun ambten hebben uitgeoefend.

Onderafdeling II. — Bijzondere berekening van de anciënniteit van meesters psychomotoriek (gesubsidieerde contractuelen)/(steun voor startbaan)

Art. 16. § 1. Voor de toepassing van de onderafdelingen 3 en 4, en met uitwerking voor het vervolg van hun loopbaan, wordt de anciënniteit van meesters psychomotoriek (gesubsidieerde contractuelen)/(steun voor startbaan) berekend overeenkomstig de nadere regels bepaald bij artikel 24, § 1, en 34, § 2, van het decreet van 6 juni 1994, met uitzondering van de toepassing van de verminderende coëfficiënt 0, 3 bedoeld bij artikel 34, § 2, tweede lid, van het decreet van 6 juni 1994.

§ 2. Op geschreven aanvraag van het personeelslid gevoegd bij de kandidatuurakte zoals bedoeld bij artikel 17, 1°, worden de diensten gepresteerd als meester psychomotoriek (gesubsidieerde contractuelen)/(steun voor startbaan) gedurende ieder schooljaar tijdens hetwelk het personeelslid zijn ambten heeft uitgeoefend binnen meerdere inrichtende machten in het kader van een gedeelde betrekking, in acht genomen binnen elk van de betrokken inrichtende machten, voor het volume van de lestijden die ze respectief betroffen in het toewijzingsdocument.

Daartoe zal het personeelslid de administratieve documenten moeten bezorgen die uitgereikt worden door de inrichtende macht/inrichtende machten waarbij deze laatste, voor elk betrokken schooljaar, de dienst van het personeelslid staft binnen de betrokken inrichtende macht/inrichtende machten.

Onderafdeling III. — Tijdelijke aanstelling in de betrekkingen toegekend krachtens de eerste afdeling

Art. 17. § 1. Voor iedere tijdelijke aanstelling in een betrekking toegekend krachtens het nieuwe artikel 3ter van het decreet van 13 juli 1998, zoals gewijzigd bij artikel 5, moeten de personeelsleden bedoeld bij artikel 15:

1° zich bij aangetekend schrijven voor 30 juni 2018 ten laatste kandidaat stellen bij de inrichtende macht, op straffe van verval;

2° op dezelfde datum aan de voorwaarden bedoeld bij artikel 20 van het decreet van 6 juni 1994 voldoen.

Art. 18. § 1. In afwijking van de statutaire regels bepaald bij het decreet van 6 juni 1994 worden de betrekkingen die toegekend worden krachtens het nieuwe artikel 3ter van het decreet van 13 juli 1998, zoals gewijzigd bij artikel 5, bij voorrang toegekend, voor het schooljaar 2018 – 2019 aan de prioritaire kandidaten in de zin van artikel 24, § 1, van het decreet van 6 juni 1994:

1° onder de personeelsleden bedoeld bij artikel 15;

2° ten belope van de hoogste opdracht die deze personeelsleden uitgeoefend hebben in het ambt meester psychomotoriek over een ononderbroken periode van minimum zes maanden tijdens de schooljaren 2015 – 2016, 2016 – 2017 en 2017 – 2018;

3° met inachtneming van de toekenningsorde van de betrekkingen in uitvoering van artikel 24 van het decreet van 6 juni 1994.

§ 2. De nog toe te kennen betrekkingen, na toepassing van het eerste lid, worden toegekend boven de opdracht bedoeld bij paragraaf 1, 2°, aan de prioritaire kandidaten onder de personeelsleden bedoeld bij artikel 15 met inachtneming van de toekenningsorde van de betrekkingen voortvloeiend uit artikel 24 van het decreet van 6 juni 1994.

§ 3. Na uitputting van de lijst van de prioritaire kandidaten overeenkomstig de paragrafen 1 en 2, worden de nog toe te kennen betrekkingen op basis van de statutaire regels bepaald bij de artikelen 20 tot 27bis van het decreet van 6 juni 1994 toegekend.

§ 4. Voor de toepassing van de paragrafen 1 en 2, worden de kandidaten die aan de voorwaarden van artikel 24 van het decreet van 6 juni 1994 voldoen, met uitzondering van paragraaf 6 ervan, geacht als voorkomend op de rangschikking van de prioritaire tijdelijke personeelsleden bedoeld bij artikel 24, § 1, van het decreet van 6 juni 1994 en hun kandidatuur te hebben ingediend voor 31 mei bij aangetekend schrijven om hun recht op voorrang te laten gelden.

Onderafdeling IV. — Benoeming in vast verband in de betrekkingen toegekend krachtens afdeling 1

Art. 19. In afwijking van artikel 31 van het decreet van 6 juni 1994, maken de betrekkingen toegekend op 1 september 2018 krachtens het nieuwe artikel 3ter van het decreet van 13 juli 1998, zoals gewijzigd bij artikel 5, het voorwerp uit van een specifieke oproep tot een vaste benoeming gedurende de maand juni 2018.

De oproep uitgeschreven door de inrichtende macht vermeldt het toe te kennen ambt, het volume van de prestaties bedoeld bij de aangeboden betrekkingen, de voorwaarden vereist van de kandidaten alsook de vorm en de termijn voor de indiening van de kandidaatstellingen. Deze oproep moet aan alle personeelsleden van de inrichtende macht bedoeld bij artikel 15 en aan de andere leden van zijn personeel die op de rangschikking voorkomen van de prioritaire tijdelijke personeelsleden voor het ambt meester psychomotoriek.

Worden in vast verband toegekend de betrekkingen bedoeld bij het eerste lid die vacant blijven op 1 oktober 2018 in het geheel van de inrichtingen van eenzelfde inrichtende macht gelegen op het grondgebied van de gemeente, ten belope van het maximumaantal betrekkingen die het voorwerp uitmaakten van een oproep tot de kandidaten voor de benoeming op de maand juni 2018.

Onverminderd de bepalingen bepaald bij de artikelen 28 en 32 van het decreet van 6 juni 1994, gaat de inrichtende macht over tot de benoeming in vast verband in een vacante betrekking van het ambt meester psychomotoriek ten laatste tijdens de tweede vergadering van de inrichtende macht die volgt op de ontvangst van de ministeriële aanschrijving tot bepaling van het aantal gesubsidieerde betrekkingen voor het lopende schooljaar.

De benoemingen in vast verband hebben uitwerking ten laatste op 1 april 2019.

Art. 20. § 1. Voor elke benoeming in vast verband, in de zin van artikel 30 van het decreet van 6 juni 1994, in een betrekking toegekend krachtens het nieuwe artikel 3ter van het decreet van 13 juli 1998, zoals gewijzigd bij artikel 5, moeten de personeelsleden bedoeld bij artikel 15 die hun kandidatuur hebben ingediend met als doel een tijdelijke aanstelling overeenkomstig artikel 17, daarenboven, een kandidatuur indienen voor 30 juni 2018 ten laatste in de vorm bepaald door de oproep tot de kandidaten bedoeld bij artikel 19.

§ 2. Om hun kandidatuur geldig in te dienen in de zin van paragraaf 1, moeten de personeelsleden bedoeld bij artikel 15 op 30 juni 2018 aan de voorwaarden voor de benoeming voldoen bepaald in artikel 30, § 1, eerste lid, van het decreet van 6 juni 1994.

Art. 21. § 1. In afwijking van de statutaire regels bepaald bij het decreet van 6 juni 1994 benoemt de inrichtende macht prioritair in vast verband, voor het schooljaar 2018 – 2019, de personeelsleden die aan de voorwaarden bedoeld bij artikel 20 voldoen:

1° ten belope van de hoogste opdracht die deze personeelsleden uitgeoefend hebben in het ambt meester psychomotoriek over een ononderbroken periode van minimum zes maanden tijdens de schooljaren 2015 – 2016, 2016 – 2017 en 2017 – 2018;

2° met inachtneming van de orde van de kandidaten opgesteld in uitvoering van artikel 31, tiende lid, van het decreet van 6 juni 1994.

§ 2. Na toepassing van paragraaf 1, gaat de inrichtende macht tot de benoeming in vast verband over van de personeelsleden bedoeld bij artikel 15 boven de opdracht bedoeld bij paragraaf 1, 1° met inachtneming van de orde van de kandidaten opgesteld in uitvoering van artikel 31, tiende lid, van het decreet van 6 juni 1994.

§ 3. Na toepassing van de paragrafen 1 en 2, gaat de inrichtende macht tot de benoeming in vast verband over in de betrekkingen die overblijven op basis van de statutaire regels bepaald door de artikelen 28 tot 35 van het decreet van 6 juni 1994.

Afdeling IV. — Toekenning van de posten in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd vrij onderwijs voor het schooljaar 2018 – 2019

Onderafdeling I. — Personeelsleden die de bepalingen genieten

Art. 22. De bepalingen van deze afdeling zijn van toepassing op:

1° de personeelsleden aangeworven als meester psychomotoriek (gesubsidieerde contractuelen)/(steun voor startbaan) in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd vrij onderwijs en die zich kandidaat stellen voor het schooljaar 2018 – 2019, volgens de nadere regels bepaald bij de artikelen 24 en 27, § 1, voor een betrekking in het ambt meester psychomotoriek bij de inrichtende macht/meerdere inrichtende machten waar ze hun ambten hebben uitgeoefend tijdens de laatste zes schooljaren;

2° de personeelsleden tijdelijk aangewezen als meester psychomotoriek krachtens het decreet van 1 februari 1993 die zich kandidaat stellen voor het schooljaar 2018 – 2019, volgens de nadere regels bepaald bij de artikelen 24 en 27, § 1, voor een betrekking in het ambt meester psychomotoriek bij de inrichtende macht/meerdere inrichtende machten waar ze hun ambten hebben uitgeoefend;

3° de personeelsleden die prioritair tijdelijk aangewezen zijn als meester psychomotoriek, in de zin van het decreet van 1 februari 1993 die zich kandidaat stellen voor het schooljaar 2018 – 2019, volgens de nadere regels bepaald bij de artikelen 24 en 27, § 1, voor een betrekking in het ambt meester psychomotoriek bij de inrichtende macht /meerdere inrichtende machten waar ze hun ambten hebben uitgeoefend;

4° de personeelsleden in vast verband aangeworven als meester psychomotoriek voor een onvolledige opdracht in dat ambt krachtens het decreet van 1 februari 1993 die zich kandidaat stellen voor het schooljaar 2018 – 2019, volgens de nadere regels bepaald bij de artikelen 24 en 27, § 1, voor een betrekking in het ambt meester psychomotoriek bij de inrichtende macht/meerdere inrichtende machten waar ze hun ambten hebben uitgeoefend.

Onderafdeling II. — Bijzondere berekening van de anciënniteit van meesters psychomotoriek (gesubsidieerde contractuelen)/(steun voor startbaan)

Art. 23. § 1. Voor de toepassing van de onderafdelingen 3 en 4, en met uitwerking voor het vervolg van hun loopbaan, wordt de anciënniteit van meesters psychomotoriek (gesubsidieerde contractuelen)/(steun voor startbaan) berekend overeenkomstig de nadere regels bepaald bij artikel 29bis, § 4, van het decreet van 1 februari 1993, met uitzondering van de toepassing van de verminderende coëfficiënt 0,3 bedoeld bij artikel 29bis, § 4, tweede lid, van het decreet van 1 februari 1993, en met toepassing van een vermenigvuldigingscoëfficiënt van 1,2 op de eerste 1200 dagen van de verstreken diensten.

§ 2. Op geschreven aanvraag van het personeelslid gevoegd bij de kandidatuurakte zoals bedoeld bij artikel 24, 1°, worden de diensten gepresteerd als meester psychomotoriek (gesubsidieerde contractuelen)/(steun voor startbaan) gedurende ieder schooljaar tijdens hetwelk het personeelslid zijn ambten heeft uitgeoefend binnen meerdere inrichtende machten in het kader van een gedeelde betrekking, in acht genomen binnen elk van de betrokken inrichtende machten, voor het volume van de lestijden die ze respectief betreffen in het toewijzingsdocument.

Daartoe zal het personeelslid de administratieve documenten moeten bezorgen die uitgereikt worden door de inrichtende macht /inrichtende machten waarbij deze laatste, voor elk betrokken schooljaar, de dienst van het personeelslid staft binnen de betrokken inrichtende macht/inrichtende machten.

Onderafdeling III. — Tijdelijke aanstelling in de betrekkingen toegekend krachtens de eerste afdeling

Art. 24. § 1. Voor elke tijdelijke aanstelling in een betrekking toegekend krachtens het nieuwe artikel 3ter van het decreet van 13 juli 1998, zoals gewijzigd bij artikel 5, moeten de personeelsleden bedoeld bij artikel 22:

1° zich bij aangetekend schrijven voor 30 juni 2018 ten laatste kandidaat stellen bij de inrichtende macht, op straffe van verval;

2° op dezelfde datum aan de voorwaarden bedoeld bij artikel 30, § 1, van het decreet van 1 februari 1993 voldoen.

Art. 25. § 1. In afwijking van de statutaire regels bepaald bij het decreet van 1 februari 1993 worden de betrekking die toegekend worden krachtens het nieuwe artikel 3ter van het decreet van 13 juli 1998, zoals gewijzigd bij artikel 5, bij voorrang toegekend, voor het schooljaar 2018 – 2019 aan de prioritaire kandidaten in de zin van artikel 34bis, § 1, van het decreet van 1 februari 1993:

1° onder de personeelsleden bedoeld bij artikel 22;

2° ten belope van de hoogste opdracht die deze personeelsleden uitgeoefend hebben in het ambt meester psychomotoriek over een ononderbroken periode van minimum zes maanden tijdens de schooljaren 2015 – 2016, 2016 – 2017 en 2017 – 2018;

3° met inachtneming van de toekenningsorde van de betrekkingen in uitvoering van artikel 29^{quater} van het decreet van 1 februari 1993.

§ 2. De nog toe te kennen betrekkingen, na toepassing van paragraaf 1, worden toegekend boven de opdracht bedoeld bij paragraaf 1, 2°, aan de prioritaire kandidaten onder de personeelsleden bedoeld bij artikel 22 met inachtneming van de toekenningsorde van de betrekkingen voortvloeiend uit artikel 29^{quater} van het decreet van 1 februari 1993.

§ 3. Na uitputting van de lijst van de prioritaire kandidaten overeenkomstig de paragrafen 1 en 2, worden de nog toe te kennen betrekkingen op basis van de statutaire regels bepaald bij de artikelen 30 tot 34^{sexies} van het decreet van 1 februari 1993 toegekend.

§ 4. Voor de toepassing van de paragrafen 1 en 2:

1° wordt afgeweken van de voorwaarde vermeld in artikel 34, § 1, van het decreet van 1 februari 1993, volgens welke, om in de rangschikking opgenomen te worden, het deeltijds in vast verband benoemd personeelslid het schriftelijk moet aanvragen aan de inrichtende macht vóór 15 april. De personeelsleden bedoeld bij artikel 22, die bij hun inrichtende macht een dergelijke anciënniteit hebben verworven dat ze in groep 1 of 2 gerangschikt zouden zijn bedoeld bij artikel 34, § 1, tweede lid, van het decreet van 1 februari 1993, worden geacht in de anciënniteitsgroep gerangschikt te zijn waartoe hun anciënniteitsdagen ze toegang verlenen;

2° wordt afgeweken van de voorwaarde vermeld in artikel 34, § 1, van het decreet van 1 februari 1993, volgens welke, om de voorrang bij de tijdelijke aanwerving, het personeelslid zijn kandidatuur bij aangetekend schrijven bij zijn inrichtende macht vóór 15 mei moet indienen. De personeelsleden bedoeld bij artikel 22, die bij hun inrichtende macht een dergelijke anciënniteit hebben verworven dat ze in groep 1 of 2 gerangschikt zouden zijn, overeenkomstig punt 1°, worden, bovendien, geacht hun kandidatuur te hebben ingediend om hun voorrang te laten gelden voor een tijdelijke aanwerving in het ambt meester psychomotoriek.

Onderafdeling IV. — Aanwerving in vast verband in de betrekkingen gecreëerd krachtens afdeling 1

Art. 26. In afwijking van artikel 43 van het decreet van 1 februari 1993, maken de betrekkingen toegekend op 1 september 2018 krachtens het nieuwe artikel 3^{ter} van het decreet van 13 juli 1998, zoals gewijzigd bij artikel 5, het voorwerp uit van een specifieke oproep tot een aanwerving in vast verband gedurende de maand juni 2018.

De oproep uitgeschreven door de inrichtende macht vermeldt het toe te kennen ambt, het volume van de prestaties bedoeld bij de aangeboden betrekkingen, de voorwaarden vereist van de kandidaten alsook de vorm en de termijn voor de indiening van de kandidaatstellingen. Deze oproep moet aan alle personeelsleden van de inrichtende macht bedoeld bij artikel 22, en aan de andere leden van zijn personeel die in dienst zijn bij de betrokken inrichtende macht, als tijdelijke of als vastbenoemde, voor zover, in dit laatste geval, ze enkel een gedeeltelijke opdracht houden bij één of meerdere inrichtende machten.

Worden in vast verband toegekend de betrekkingen bedoeld bij het eerste lid die vacant blijven op 1 oktober 2018 in het geheel van de inrichtingen van eenzelfde inrichtende macht, ten belope van het maximumaantal betrekkingen die het voorwerp uitmaken van een oproep tot de kandidaten voor de aanwerving in vast verband op de maand juni 2018.

Onverminderd de bepalingen bedoeld bij de artikelen 29^{quinquies} en 44 van het decreet van 1 februari 1993, gaat de inrichtende macht over tot de werving in vast verband in een vacante betrekking van het ambt meester psychomotoriek.

Art. 27. § 1. Voor elke aanwerving in vast verband, in de zin van artikel 42 van het decreet van 1 februari 1993, in een betrekking toegekend krachtens het nieuwe artikel 3^{ter} van het decreet van 13 juli 1998, zoals gewijzigd bij artikel 5, moeten de personeelsleden bedoeld bij artikel 22 die hun kandidatuur hebben ingediend met als doel een tijdelijke aanwerving overeenkomstig artikel 24, daarenboven, een kandidatuur indienen voor 30 juni 2018 ten laatste in de vorm bepaald door de oproep tot de kandidaten bedoeld bij artikel 26.

§ 2. Om hun kandidatuur geldig in te dienen in de zin van paragraaf 1, moeten de personeelsleden bedoeld bij artikel 22 op 30 april 2018 aan de voorwaarden voor de aanwerving in vast verband voldoen bepaald in artikel 42, § 1, eerste lid, van het decreet van 1 februari 1993.

In afwijking van artikel 42, § 1, eerste lid, 12°, van het decreet van 1 februari 1993, moet het personeelslid niet het voorwerp hebben uitgemaakt van een definitief ongunstig verslag ten laatste op 30 juni 2018. De kandidaat voor een aanwerving in vast verband wordt geacht aan deze voorwaarde te voldoen zolang geen ongunstig verslag tegen hem wordt opgesteld door de inrichtende macht.

Indien het personeelslid acht dat de inhoud van het verslag ongegrond is, kan hij toepassing maken van de beroepsprocedures bepaald bij artikel 42, § 3, van het decreet van 1 februari 1993.

Art. 28. § 1. In afwijking van de statutaire regels bepaald bij het decreet van 1 februari 1993, werft de inrichtende macht prioritair in vast verband, voor het schooljaar 2018 – 2019, de personeelsleden die aan de voorwaarden bedoeld bij artikel 27 voldoen, aan:

1° ten belope van de hoogste opdracht die deze personeelsleden uitgeoefend hebben in het ambt meester psychomotoriek over een ononderbroken periode van minimum zes maanden tijdens de schooljaren 2015 – 2016, 2016 – 2017 en 2017 – 2018;

2° met inachtneming van de orde van de kandidaten opgesteld in uitvoering van artikel 42^{bis} van het decreet van 1 februari 1993.

§ 2. Na toepassing van paragraaf 1, gaat de inrichtende macht over tot de aanwerving in vast verband van de personeelsleden bedoeld bij artikel 22 boven de opdracht bedoeld bij paragraaf 1, 1° met inachtneming van de orde van de kandidaten opgesteld in uitvoering van artikel 42^{bis} van het decreet van 1 februari 1993.

§ 3. Na toepassing van de paragrafen 1 en 2, gaat de inrichtende macht tot de aanwerving in vast verband over in de betrekkingen die overblijven op basis van de statutaire regels bepaald door de artikelen 41 tot 46 van het decreet van 1 februari 1993.

HOOFDSTUK III. — *Verhoging van de personeelsbezetting van kinderverzorgers*

Art. 29. Artikel 5/1 van het decreet van 2 juni 2006 wordt met een derde streepje aangevuld, luidend als volgt: “-310 aanvullende posten voor het schooljaar 2018-2019.”.

HOOFDSTUK IV. — *Wijzigingsbepaling*

Art. 30. In het decreet van 2 juni 2006, in artikel 10, worden de woorden “De bekwaamheidsbewijzen vereist voor het wervingsambt” vervangen door de woorden “De bekwaamheidsbewijzen en de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen vereist voor het wervingsambt”.

HOOFDSTUK V. — *Slotbepaling*

Art. 31. Dit decreet treedt in werking voor het schooljaar 2018-2019, met uitzondering van artikel 30 dat uitwerking heeft op 1 september 2016.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 31 mei 2018.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Cultuur en Kind,

A. GREOLI

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Media en Wetenschappelijk Onderzoek,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuzen, Sport en Promotie van Brussel, belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest,

R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,

M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,

I. SIMONIS

Nota

Zitting 2017-2018

Stukken van het Parlement.- Ontwerp van decreet, nr. 626-1.- Commissieverslag, nr. 626-2.- In voltallige vergadering aangenomen tekst, nr. 626-3.

Integraal verslag.- Bespreking en aanneming.- Vergadering van 30 mei 2018.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2018/12622]

6 JUN 2018. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant modification du régime pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l’Audiovisuel et des Organismes d’intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l’article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu le décret du 27 mars 2002 portant création de l’Entreprise publique des Technologies Nouvelles de l’Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC), notamment l’article 13, remplacé par le décret du 27 février 2003;

Vu le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l’enseignement spécialisé, l’enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d’un Institut de formation en cours de carrière, notamment l’article 45, alinéa 2, remplacé par le décret du 27 février 2003;

Vu le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l’Office de la naissance et de l’enfance, en abrégé « O.N.E. », notamment l’article 24, § 2, modifié par le décret du 27 février 2003;

Vu le décret coordonné du 26 mars 2009 sur les services de médias audiovisuels, notamment l’article 140, § 3;

Vu le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l’enseignement supérieur et l’organisation académique des études, notamment l’article 24;

Vu l’arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française;

Vu l’arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 octobre 2002 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l’Entreprise publique des Technologies nouvelles de l’Information et de la Communication de la Communauté française;

Vu l’avis de l’Inspection des Finances, donné le 17 mai 2018;

Vu l’accord du Ministre du Budget, donné le 26 avril 2018;

Vu l’accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 25 avril 2018;

Vu le protocole de négociation n° 490 du Comité de secteur n° XVII, conclu le 1^{er} juin 2018;

Vu le « test genre » du 25 avril 2018 établi en application de l’article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l’intégration de la dimension de genre dans l’ensemble des politiques de la Communauté française;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;